



Candidat du MOREP à la présidentielle de 2018 au Cameroun, Fabien Assigana vient de désister. Et annonce même son soutien au régime de Yaoundé. Déclarations et annonces exclusives du Président du Mouvement Républicain.

Monsieur le président, vous venez de déclarer sur les réseaux sociaux que vous ne serez plus candidat à la prochaine présidentielle.... Pour quoi ce désistement à quelques mois de l'élection ?

Depuis 2016, le Cameroun subit des remous qui se sont progressivement transformé en guerre ouvertes de la part d'un petit groupe qui se dit sécessionniste, mais qui en fait n'est groupe trafiquant en tout (drogue, coupeurs de route, voleurs en bandes organisées, etc...). Ces individus ont pris en otage les populations des régions dites anglophones, qui au départ étaient sensible à leur slogan de « marginalisation », avant qu'ils se rendent compte que ce n'était qu'une bande de terroristes.

Le MOREP et moi, avons à l'époque, condamné la brutalité policière au vu des images venant de l'Université de Buea où des jeunes filles étaient bastonnées par la police, et lors des manifestations pacifiques des enseignants et des avocats à Bamenda. Toutefois, le MOREP et moi avons constaté le dérive du mouvement d'humeur des enseignants et des avocats, qui d'une revendication corporatiste s'est transformé en une revendication politique, et au finish,

une revendication violente sécessionniste. Voyant ce glissement de la part de ceux-là qui maintenant s'appelaient le « Consortium », sorti de nulle part, le MOREP et moi avons pris position contre cette dérive qui allait à l'encontre de notre soutien aux revendications corporatistes des enseignants et des avocats, et à la brutalité policière.

Et la suite des événements nous a donné raison. On s'est vite rendu compte que c'était un mouvement de déstabilisation bien préparé bien à l'avance. Cette entreprise de déstabilisation finalement a été prise en otage, par les luttes de clans pour l'après Biya, la lutte armée pour la sécession, ainsi que tous les trafiquants du coin qui peuvent maintenant évoluer en terrain fertile. Au vu de cette situation, le MOREP a pris une position patriote. La première est que la plus part des États, nul ne peut souhaiter la chute, ni même l'affaiblissement de l'État. La deuxième est que les pauvres populations du Nord Ouest et du Sud Ouest de notre pays, et qui n'ont rien à voir avec cette situation ont besoin d'aide et urgemment. C'est pour cela que le MOREP a décidé de faire un geste fort, non seulement en se retirant de l'élection présidentielle à venir, car ne trouvant opportun d'organiser une quelconque organisation d'élection sans la participation paisible de ces deux régions mais aussi, à allouer les fonds (30 millions de francs CFA) qui étaient destinés au paiement de la caution du candidat du MOREP, au plan d'urgence du NOSO.

Vous avez décidé de soutenir le gouvernement. À ceux qui pourraient vous traiter de corrompu ou de traître, que leur répondez-vous ?

Le MOREP n'a jamais soutenu et ne soutiendra jamais le gouvernement du RDPC, qui par sa mauvaise gouvernance, sa gabegie, son injustice, son clientélisme, son népotisme, son goût pour les détournements de fonds publics, sa corruption avérée, etc., nous a conduit dans cette situation que nous vivons. Par contre le MOREP sera toujours auprès du peuple de par ses prises de positions, parfois impopulaires, et par ses actes, si elle est convaincue que c'est pour la bonne cause, même si à certaines occasions cela peut servir les intérêts politique de ce gouvernement que nous voulons tous voir partir. Quant-à ceux qui nous traitent de corrompus ou de traîtres, je les convie d'aller s'asseoir avec les terroristes ambazoniens pour discuter de la séparation à l'amiable, puisqu'ils ont été clair à ce propos.

Êtes-vous prêts à entrer dans le prochain gouvernement si le président Biya vous fait une telle offre ?

Le MOREP est prêt pour entrer dans un gouvernement d'union nationale de transition seulement dans le cadre de ce qui suit : Pour résoudre les problèmes du Cameroun d'aujourd'hui, il faut un gouvernement d'union nationale pour créer une transition systémique et paisible dans notre pays. La Transition sera l'implémentation et l'application d'un nouveau mécanisme et d'une nouvelle vision du Cameroun pour sa Refondation sociétale. Ses principes généraux sont la mobilisation de la Nation pour refonder la République, la Refondation de l'architecture institutionnelle et structurelle, l'adoption d'une Constitution et des Codes électoraux uniques pour chaque type d'élection, l'organisation des élections générales, la légitimation de l'Etat par le Droit.

Quels seront les objectifs ?

Réconcilier les Camerounais sur la base d'un réarmement éthique ; Créer les conditions pour la relance de l'économie nationale en assurant le bien-être social et l'égalité de chance à tous ; Consolider le leadership du Cameroun en Afrique pour édifier les Etats-Unis d'Afrique.

Comment cela va se passer concrètement ?

Il s'agira donc de la Convocation d'une session extraordinaire du Parlement en vue de la modification de la Constitution permettant la suppression du poste de Premier Ministre ; L'institution du poste de Vice Président, successeur constitutionnel ; La modification des textes dans le sens de la prorogation des différents mandats, y compris le mandat président, celui-ci pour une durée ne dépassant pas 24 mois ;

La formation d'un Gouvernement d'union nationale Lancer la Refondation du Cameroun nécessite des institutions aptes à relever les défis passés, actuels, futurs et dignes de nos ambitions patriotiques. La nouvelle architecture institutionnelle sera donc structurée autour d'un Gouvernement d'union nationale de Transition. L'une des missions des institutions de la Transition systémique concerne la réalisation par une Commission Nationale d'Investigation et de Restitution (CNIR), d'un audit général sur la situation de la Nation.

Il sera également mis en place une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ayant pour missions de revisiter l'Histoire de notre Patrie, impulser et gérer la politique de Réconciliation nationale et réécrire notre Histoire commune. Dans ce cadre, le Cameroun a besoin de plus qu'un «dialogue politique national». Notre Pays et notre Peuple veulent une véritable réconciliation nationale couvrant la période 1900 à nos jours.

Ses modalités ou missions...

Convocation et organisation, par le Président de la république d'un Forum National de la Refondation (Formations politiques légalement déclarées, organisations de la Société civile, représentations coutumières et religieuses, corporations –avocats, médecins, ingénieurs, etc.- syndicats légalement déclarés, sociétés de droits d'auteurs –pour artistes- etc.). Le Forum national de la Refondation aura pour principales missions de Permettre aux représentants du Peuple de débattre sur les questions essentielles de la Refondation du Cameroun; Fixer la date des futures élections générales; Favoriser la Réconciliation nationale; Jeter les bases institutionnelles d'une Paix nationale indispensable à tout développement. À l'issue du Forum national de la Refondation et suivant les recommandations y découlant, il sera mis en place un Comité des Textes Fondamentaux. Il se chargera d'élaborer et de proposer aux instances parlementaires Un Avant-projet de Constitution, Un Avant-projet du Code électoral, Un Avant-projet de la Charte des Partis politiques, Un Avant-projet de Statut de l'Opposition et un Avant-projet de la Charte d'accès à l'information publique.

Quels sont les chantiers du gouvernement d'union nationale ?

La période transitoire devra engager le Cameroun dans des réflexions globales, perspectives, prospectives et profondes à mener dans divers secteurs de la vie nationale selon les principes de la Palabre africaine. Il s'agira donc de la désignation d'un Comité chargé de l'élaboration de Textes fondamentaux (Lois et Règlements) de la nouvelle République, la gestion des

affaires régaliennes et courantes, Approbation par référendum, De l'organisation des élections générales nationales et locales sous l'égide d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) créée par le Forum national de la refondation, composée de personnalités neutres et indépendantes et des différents Codes électoraux uniques dont les attributions figureront dans la Constitution. Ainsi, au terme de la période de Transition systémique, il appartiendra au peuple camerounais de doter le pays d'un nouveau régime, légitime et stable, donc démocratique. La période de Transition s'achèvera ainsi avec le transfert des pouvoirs aux nouvelles autorités issues des différentes élections. Le Cameroun sera enfin libre.

Que pensez-vous des chances de l'opposition à la prochaine présidentielle ?

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, la soi-disant opposition n'a aucune chance pour les quelques raisons suivantes :

Ces gens sont tous du même moule politique. Celui du clanisme, de la gabegie, de la corruption, du népotisme, des détournements de fonds, des petits avantages et gains de marchés, etc.... En allant cas par cas, voici ce que nous avons : Akere Muna : il n'est candidat que parce qu'il s'appelle MUNA. En idéologie politique, on ne trouve rien dans un projet qu'il peine à présenter. Son intégrité morale a été mise à mal par sa propre petite sœur. Joshua Osih : à part qu'il gagne les marchés pour la location des avions présidentiels, qu'il est un parrain d'un des garçons de la première dame, il n'y a rien qui permet de dire que ce suisse de nationalité, peut gérer ce pays. Maurice Kamto : il n'a aucune position constante, sur aucun sujet. S'il n'avait pas démontré son esprit ethno-fasciste, je l'aurais pris pour un Bafia, tellement il excelle dans leur danse, avec ses prises de positions changeantes selon la situation. On l'a vu à l'œuvre dans le débat sur le franc CFA ou il était contre le retrait du Cameroun, en citant François Hollande, en se demandant depuis quand les africains pensent qu'ils peuvent quitter le franc CFA ; puis il n'est pas clair sur la double nationalité ; sur l'homosexualité, il est incapable de se prononcer, etc.... enfin il pense naïvement qu'en jouant sur la fibre tribale, le seul vote des ressortissants de l'Ouest peut le conduire à Étoudi. En fait en intellectuel qu'il est, il sait lui-même qu'il n'a aucune chance, mais que son statut de probablement première force de l'opposition qu'il recherche va lui permettre d'éviter certains petits problèmes avec la justice, par rapport aux petites casseroles qu'ils tireraient derrière lui.

Une candidature unique de l'opposition est-elle possible au Cameroun ?

Je ne pense pas que l'opposition ait la moindre envie de gagner la présidentielle. Chacun de ces candidats cherche seulement à se positionner pour des avantages futurs, comme certains le disent par rapport à Fru Ndi, qui en aurait bénéficié de la part du régime, et qui continue à en bénéficier. Par conséquent, il n'y aura aucune candidature unique de la soi-disant de l'opposition.